

Accompagnement des MICROS, PME de la ville de Mbuji mayi (au centre de la RD Congo). Avis de certaines structures spécialisées étatiques, paraétatiques et privées

Support for MICRO, SMES in the city of Mbuji mayi (in the center of the DR Congo). Opinions of certain specialized state, para-state and private structures

KAZADI NKESE François

Doctorant, Enseignant Chercheur
Université Officielle de Mbuji mayi
République Démocratique du Congo
kazadinkese@yahoo.fr

NKANKA NGANDU Patrick

Assistant, Enseignant Chercheur
Université Officielle de Mbuji mayi
République Démocratique du Congo
nkankapatrik374@gmail.com

ILUNGA MUELA Philippe

Assistant, Enseignant Chercheur
Université Officielle de Mbuji mayi
République Démocratique du Congo
philippemuela@gmail.com

NZENGU NZENGU Felly

Assistant, Enseignant Chercheur
Université Officielle de Mbuji mayi
République Démocratique du Congo
nzenguf@gmail.com

MISAKABO KALONJI Danie

Chef de Travaux, Enseignant Chercheur
Université Officielle de Mbuji mayi
République Démocratique du Congo
Danielmisakabo6@gmail.com

Date de soumission : 13/04/2023

Date d'acceptation : 04/07/2023

Pour citer cet article :

KAZADI NKESE.F& AL (2023) «Accompagnement des MICROS, PME de la ville de Mbuji mayi (au centre de la RD Congo). Avis de certaines structures spécialisées étatiques, paraétatiques et privées », Revue Française d'Economie et de Gestion «Volume 4 : Numéro 7» pp : 107 – 122.

Author(s) agree that this article remain permanently open access under the terms of the Creative Commons Attribution License 4.0 International License



Résumé

En Afrique, malgré le poids des PME dans le tissu socioéconomique, elles font face à de nombreux obstacles à cause de l'écosystème d'affaires limité. En effet, dans la ville de Mbuji-Mayi (au centre) de la RD Congo, il existe des PME en difficulté de fonctionnement et les autres en cessation d'activités pour plusieurs raisons. Leur pérennité dépend également de l'efficacité de leurs appuis, puisqu'une entreprise appuyée a plus de chance de survivre et de croître que celle qui n'en bénéficie pas.

L'accompagnement entrepreneurial, qui est l'un des leviers jouant un rôle important dans le processus de création et de développement de l'entreprise, semble trop sous-estimé et mal exploité jusqu'à présent dans cette ville. Ainsi, l'objectif de ce papier est de présenter les avis de certaines structures spécialisées étatiques, paraétatiques et privées enquêtées sur l'accompagnement des Micros, PME de Mbuji-Mayi ; et de proposer des perspectives susceptibles de contribuer efficacement à leur innovation et émergence.

Mots clés : Accompagnement, Accompagnement entrepreneurial, Ecosystème entrepreneurial, Environnement d'affaires, Entrepreneuriat.

Abstract

In Africa, despite the importance of SMEs in the socio-economic fabric, they face many obstacles because of the limited business ecosystem. Indeed, in the city of Mbuji-Mayi (in the center) of the DR Congo, there are SMEs in difficulty of functioning and others in cessation of activities for several reasons. Their sustainability also depends on the effectiveness of their support, since a supported company is more likely to survive and grow than the one that does not.

The entrepreneurial support, which is one of the levers playing an important role in the process of creation and development of the company, seems too underestimated and poorly exploited until now in this city. Thus, the objective of this paper is to present the opinions of certain specialized state, parastate and private structures investigated on the accompaniment of Micros, SMEs in Mbuji-Mayi; and to propose perspectives that can contribute effectively to their innovation and emergence.

Keywords : Accompaniment ; entrepreneurial support ; entrepreneurial ecosystem ; business environment ; entrepreneurship

INTRODUCTION

Depuis plus d'une décennie et pour de nombreux entrepreneurs, surtout des jeunes du monde en développement, l'activité entrepreneuriale est le seul point d'entrée sur le marché du travail et le seul moyen de sortir de la pauvreté (OCDE, 2017). En Afrique, l'émergence des PME est devenue l'une des préoccupations majeures dans la recherche scientifique en sciences de gestion. En effet, ces entreprises constituent le principal levier de croissance économique et de création d'emplois productifs (Pluchart J-J., 2014 ; Nkakleu R., 2018), et représentent près de 90 % des entreprises et une très grande majorité des emplois (Lefilleur J., 2008).

Cependant, malgré leur poids dans le tissu socioéconomique du continent, beaucoup de projets et d'entreprises n'avancent pas ou échouent à cause d'un écosystème d'affaires trop défavorable ; ils font face à de nombreux obstacles (Christophe Schmitt, 2016).

Etant donné que la création d'une entreprise constitue une initiative très risquée (Smida A. et Khelil N., 2010) et que la justification de son existence passe par la production de biens et/ou de services à même de répondre à une demande suffisante, et de rémunérer les différentes parties prenantes, l'entrepreneur doit être capable d'interagir avec ces différentes parties et de répondre à ses obligations par une gestion prudente (Robic J-P. et Lemeunier S., 2015).

Bien que les créateurs d'entreprises soient souvent décrits comme des héros solitaires, de nombreuses études montrent que l'accompagnement constitue un véritable soutien à l'acte entrepreneurial dans la mesure où il contribue à la réduction d'incertitude (Sientionhon Amadou Soro, 2018) ; et le recours à l'accompagnement entrepreneurial améliore la pérennité des entreprises (Karim Messeghem, 2021).

Dans la ville de Mbujimayi en RD Congo, il existe des PME en difficulté de fonctionnement et les autres en cessation d'activités, et cela pour plusieurs raisons. Face à un environnement en mutation profonde (technologie, concurrence, etc.) ; et afin de s'adapter à cet environnement, les entrepreneurs et les managers doivent exercer de nouvelles responsabilités (Pluchart J-J., 2019).

Dans un tel contexte, utiliser ses compétences et ses savoir-faire acquis dans son secteur professionnel pour transformer une idée en un projet puis en une entreprise est un atout appréciable, au-delà du capital social détenu. Et, s'investir personnellement dans le projet est également apprécié par les partenaires avec lesquels il est conseillé de travailler étroitement, mais s'entourer est un art qui permet d'enrichir ses compétences (Léger-Jarniou C. et Kalousis G., 2017).

Par ailleurs, la pérennité de la PME dépend notamment de l'efficacité de leurs appuis, puisqu'une entreprise accompagnée a un taux de survie plus élevé que celui d'une entreprise non accompagnée (Pluchart J-J., 2014). Donc, acquérir de nouvelles compétences à travers le recours à l'accompagnement plus efficace et sous ses diverses formes devient alors essentiel pour l'émergence des PME et le développement socio-économique des sociétés (Schmitt C. et al., 2016).

Eu égard à ce qui précède, il y a lieu de comprendre que l'accompagnement est l'un des leviers qui jouent un rôle important dans le processus de création et de développement de l'entreprise, mais il semble trop sous-estimé et mal exploité jusqu'à présent dans certaines régions de la planète.

Ainsi donc, le présent papier a pour objectifs de présenter les avis des structures étatiques, paraétatiques et privées de la ville de Mbujimayi sur l'accompagnement des Micros, PME ; et de proposer des perspectives susceptibles de contribuer efficacement à leur innovation et émergence.

Pour atteindre ces objectifs, cette réflexion scientifique se veut être structurée en deux points, hormis l'introduction et la conclusion, à savoir :

- Au premier point, sont abordées quelques théories sur l'accompagnement entrepreneurial dans le but de démontrer son évolution et ses différents domaines d'intervention ;
- Au deuxième point, sont présentés les avis des structures indiquées ci-haut dans le thème.

1. REPERES THEORIQUES SUR L'ACCOMPAGNEMENT ENTREPRENEURIAL

1.1. Brève historique de l'accompagnement entrepreneurial

Par référence à des définitions du concept « Entrepreneuriat » telles qu'abordées par certains auteurs comme Verstraete T. et Fayolle A. (2005), Fayolle A. (2005), on peut déduire que l'entrepreneuriat est le fait d'entreprendre, d'exploiter une opportunité en acceptant de prendre des risques en termes des ressources et du temps consacrés. L'objectif étant celui de créer de la valeur ajoutée monétaire et non monétaire rémunératrice des risques acceptés. A cet effet, l'accompagnement constitue actuellement l'un des piliers majeurs dans le processus de réalisation de cet objectif entrepreneurial.

Selon l'histoire et tel que souligné par Moulin (2000), Gagnon et Marche (2007) et Gagnon (2009), avant d'intéresser largement d'autres secteurs, l'accompagnement a d'abord été utilisé dans le domaine de la santé pour traduire ce qui transcende les soins médicaux spécifiques et

contribue au bien-être, en termes de porter une attention particulière à autrui, d'apporter du soutien moral et psychologique, de l'aide aux activités de la vie telles que se nourrir, se laver, s'habiller, se déplacer, etc. Donc, la réflexion, les discours et les pratiques sur l'accompagnement se sont d'abord développés tout particulièrement dans les soins aux personnes âgées, handicapées ou mourantes (Gagnon E. et al., 2011).

Dans la suite, les pratiques d'accompagnement se sont également élargies dans l'entraide (self-help) et le soutien (groupes de parole) pour les personnes atteintes d'une maladie grave ou chronique comme par exemple le Sida, le Cancer, les Cardiopathies ; pour les personnes vivant en maison de retraite pour par exemple les convaincre que malgré leur âge et leur condition physique, la vie peut encore leur apporter plaisirs et satisfactions ; pour les personnes ayant par exemple de problème de dépendance, d'alcoolisme et de toxicomanie ; etc. Dans ce processus et tenant compte des bouleversements subis par l'accompagné, l'accent est mis sur l'expression de sa souffrance, la connaissance de soi, ainsi que sur le contrôle que la personne doit reconquérir sur sa vie.

En outre, dans le milieu scolaire, en plus de la transmission du savoir et de la vérification de son acquisition, l'accompagnement est mis en œuvre pour aider par exemple un élève à traverser une période difficile et à réussir sa scolarisation malgré ses problèmes à travers des applications supplémentaires (Gagnon E. et al., 2011).

En entrepreneuriat, Batavia Industrial Center est la première structure d'accompagnement qui a vu le jour en 1959 aux Etats-Unis. Il fallait donc attendre les années 1980 pour assister à un développement de ces structures sur le plan planétaire (Messeghem K. et al., 2013).

A titre indicatif, aux Etats-Unis, il existait seulement 12 structures d'accompagnement en 1980 telles que dénombrées par la National Business Incubation Association (NBIA), créée en 1985. Toutes ces structures étaient situées dans la région Nord-Est du pays touchée fortement, dans les années 1970, par des arrêts d'exploitation de nombreuses usines. En octobre 2012, la NBIA a dénombré plus ou moins 1.250 incubateurs aux Etats-Unis, et 7 000 sur le plan international. C'est avec la montée en puissance de l'économie entrepreneuriale que s'est accéléré le développement des incubateurs dans les décennies 1980 et 1990.

Avant que les politiques et même les acteurs privés (avec l'épisode de la bulle internet) ne s'intéressent à des structures d'accompagnement à la fin des années 90 afin de favoriser l'innovation et la création d'entreprises innovantes, le développement de ces structures était d'abord le fruit d'initiatives locales et ce, souvent pour répondre à un problème spécifique de régénération ou d'expansion d'un territoire (Messeghem K. et al., 2013).

Les écrits de Hackett et Dilts (2004) et d'Aaboen (2009), tels que paraphrasés par Messeghem K. et al. en 2013, soulignent que l'accompagnement est caractérisé depuis la décennie 2000 par une grande diversité au niveau tant des structures (acteurs) que des pratiques. Ainsi, il existe aujourd'hui des accompagnements tant au niveau d'une nation qu'à l'échelle internationale avec des pratiques et des conceptions diversifiées (pépinières, incubateurs, couveuses, etc.), mais aussi des programmes d'accompagnement de créateurs ou repreneurs organisés par des fondations, des associations ou des réseaux qui organisent l'accompagnement en dehors de structures d'hébergement (Messeghem K. et al., 2013).

Donc, l'accompagnement entrepreneurial connaît, depuis plus d'une décennie, des transformations majeures. Portée par une forte dynamique entrepreneuriale et la diffusion d'une culture start-up, l'industrie de l'accompagnement entrepreneurial subit de profondes mutations. De nouveaux dispositifs (accélérateurs, espaces de coworking, pré-incubateurs étudiants, incubateurs sociaux, etc.) fleurissent ici ou là.

De nouveaux entrants issus de la sphère privée et souvent empreints d'une culture Nord-américaine dynamisent le secteur et le contraignent à une remise en question. En parallèle, des modèles d'entrepreneuriat novateurs tels que l'entrepreneuriat hybride ou la gig economy se développent (Messeghem K. et al., 2020).

Dans les pays africains en général, il existe aussi une diversité des pratiques d'accompagnement conduisant à la création et la gestion des entreprises. Au Cameroun et au Sénégal par exemple, certaines structures d'appui forment les porteurs de projet et les conseillent dans le montage de projet et la gestion de l'entreprise. Cependant, il y a lieu de noter qu'en général, les pays africains, à l'instar de deux ci-dessus cités, souffrent encore d'une insuffisance en termes de nombre de structures d'accompagnement et de qualité des pratiques d'accompagnement (Nkakleu R., 2018).

En effet, cette brève historique, qui nous a conduit à comprendre l'origine et l'évolution du mot « Accompagnement », nous permet d'aborder ci-dessous l'approche définitionnelle de ce concept.

1.2. Définition de l'accompagnement entrepreneurial

Malgré la polysémie du mot « accompagner », l'apprentissage est placé au cœur du processus d'accompagnement entrepreneurial (Dubard Barbosa et al., 2016).

Accompagner, est d'abord l'acte d'accueillir une personne et l'entendre (l'écouter), être constamment présent à ses côtés en vue de découvrir son histoire, ses problèmes (difficultés), ses incertitudes et hésitations ; mais aussi ses capacités et ses désirs ou aspirations. L'objectif

étant de ne jamais laisser la personne seule avec ses problèmes, mais de la sortir de l'indifférence, de l'anonymat et de la solitude. Donc, accompagner c'est s'engager à contribuer à l'amélioration ou au changement le moins possible du destin d'une personne, c'est aussi avoir l'assurance qu'avec un peu d'aide, tout le monde peut surmonter ses peurs et ses difficultés, grandir et émerger (Gagnon E. et al., 2011).

Le concept d'accompagnement entrepreneurial recouvre un ensemble de relations et/ou de médiations, inscrites dans le temps et dans l'espace, visant à apporter les ressources matérielles et immatérielles nécessaires au créateur ou au repreneur d'entreprise (Pluchart J-J., 2013).

Pour les entreprises naissantes, l'accompagnement entrepreneurial outille adéquatement leurs entrepreneurs et augmente considérablement les chances de réussite en affaires. Aussi, les entreprises existantes éprouvent également le besoin d'être accompagné pour booster leur croissance et assurer leur pérennité (Chabaud D. et al., 2015). Donc, l'accompagnement concerne essentiellement la création d'entreprise. Mais il s'est aussi développé dans le cadre du suivi d'une entreprise existante, de la reprise d'entreprise, voire de l'échec entrepreneurial (Philippart P., 2017).

1.3. Rôle et performance de l'accompagnement entrepreneurial

Processus facilitateur, l'accompagnement dans les phases précoces de la création donne aux entrepreneurs la possibilité de préciser leur projet. En leur offrant un cadre de réflexion, il les conforte dans la mise en œuvre de leur entreprise ou leur permet de réaliser leurs limites (Hentic-Giliberto M. et Berger-Douce B., 2017). Durant les phases de doute, déceptions, etc. l'accompagnement est aussi utile et peut contribuer à une diminution significative des cessations d'entreprises (Valéau P., 2006).

Donc, l'accompagnement entrepreneurial met en scène différents acteurs à l'instar des porteurs de projets, des financeurs et des structures d'accompagnement avec pour but de révéler le potentiel des porteurs de projets et entrepreneurs. Pour une meilleure performance, il est très important que les structures d'accompagnement prennent en compte la perception qu'ont les entrepreneurs de la réussite de leur prestation, ce qui privilégie l'implication des entrepreneurs comme l'une des parties prenantes dans la définition des indicateurs d'appréciation de la performance globale des accompagnateurs (Sanaa Haouata et Younes Bennane, 2020).

Les dispositifs d'accompagnement visent, suivant les cas, à communiquer aux entrepreneurs des informations relatives à l'environnement institutionnel et économique de l'entreprise, à leur transférer des compétences techniques telles que la gestion de trésorerie, à les aider à mûrir leur projet, et même à leur insuffler un esprit plus entreprenant (Valéau P., 2006). Il ne s'agit donc

pas pour le dirigeant de reproduire à l'identique ce qu'il a appris mais de se servir de sa connaissance, de son savoir-faire, de ses expériences, pour être un animateur actif dans le développement de son entreprise (Sammur S., 2003).

Des auteurs tels que Paturel (2000), Soetanto (2005), Vedel et al. (2010) soulignent avec raison que l'*efficacité* du réseau, mesurée par la pérennité et les résultats des entreprises accompagnées ; l'*efficience* du réseau, évaluée par la facilité et la rapidité d'accès aux ressources apportées aux créateurs ; et l'*effectivité* du réseau, appréciée à partir du niveau de satisfaction des acteurs impliqués constituent les trois critères d'appréciation des performances des réseaux d'accompagnement.

Quant aux facteurs d'échec de l'accompagnement, les indicateurs suivants sont cités, notamment : la faible lisibilité des réseaux et l'insuffisance d'outils adaptés, le manque de confiance des créateurs dans les accompagnants, la fierté des créateurs qui trouvent humiliant d'être conseillés, le manque de légitimité des réseaux qui repose sur leur réputation, leur degré d'expertise, leur capacité d'empathie, leurs niveaux d'implication et de réactivité. Un accompagnement efficace doit permettre, grâce à des prestations d'expert, de mentor, de conseil et de coach, un travail de l'accompagné sur son projet existentiel et sur son projet professionnel (Pluchart J-J., 2013).

Ainsi dit, les résultats de l'enquête par questionnaire et de l'entretien semi-directif sont présentés dans le point suivant.

2. RESULTATS DE L'ENQUETE PAR QUESTIONNAIRE ET DE L'ENTRETIEN SEMI-DIRECTIF

Les avis ci-dessous présentés, qui concernent spécialement l'accompagnement des Micros et PME de la ville de Mbuji-Mayi constituent les résultats de l'enquête et de l'entretien semi-directif réalisés par François Kazadi Nkese, co-auteur et initiateur de cet article, auprès de certaines structures, dans le cadre de la rédaction de sa thèse de doctorat.

Le questionnaire d'enquête et les guides d'entretien étaient composés des questions fermées et ouvertes auxquelles ces structures ont donné leurs avis. L'enquête, élargie également aux Micros, PME, a eu lieu du 15/08/ au 20/12/2022 et c'est pendant cette période que l'entretien semi-directif a été réalisé.

En effet, les résultats sont présentés de la manière suivante :

2.1. Résultats de l'entretien semi-directif

Selon le Président provincial de la Confédération des PME congolaises (COPEMECO en sigle) contacté le 20/08/2022, la population de la province du Kasai-Oriental en général et celle de la

ville de Mbujimayi en particulier est prédisposée à l'entrepreneuriat pour se doter de son propre emploi et par conséquent, combattre la pauvreté (Kayembé Mwadiamvita J-J).

Cependant, la ville de Mbujimayi connaît depuis plusieurs années une situation socio-économique non confortable qui nécessite un examen approfondi (Tshipinda Kasonga Shambuyi L. et al., 2015). Les Micros, PME qui y opèrent sont exposées à de nombreuses contraintes qui les entraînent dans l'inefficacité, les fragilisent et les empêchent de se maintenir durablement dans les affaires. On y retrouve des entreprises en difficulté de fonctionnement et les autres à l'arrêt complet.

A titre indicatif, le tableau suivant donne l'évolution du nombre des petites et moyennes industries (PMI) de la ville (du moins celles enregistrées par les services compétents de l'Etat) en fonctionnement normal, celles en difficultés de fonctionnement, et celles à l'arrêt complet en janvier 2013 et janvier 2023. Les raisons de dysfonctionnement et de la disparition de ces entreprises sont également mentionnées.

Tableau N°1 : Nombre des PMI en fonctionnement normal, en difficulté de fonctionnement, et à l'arrêt complet

Année	Etat de PMI	Nombre de PMI	Raisons de dysfonctionnement et/ou de cessation d'activités
Janvier 2013	En fonctionnement	22	<ul style="list-style-type: none"> - Absence d'infrastructures de base adéquates - Déficit dans la desserte en énergie électrique - Difficile accès au financement - Difficultés d'approvisionnement en matières premières - Faiblesse de la demande - Impôts et taxes excessifs - Nécessité des moyens financiers de sauvetage - Rareté des matières premières - Etc.
	En difficulté de fonctionnement	11	
	A l'arrêt complet	6	
Janvier 2023	En fonctionnement	12	<ul style="list-style-type: none"> - Absence d'infrastructures de base adéquates - Déficit dans la desserte en énergie électrique - Difficile accès au financement - Difficultés d'approvisionnement en matières premières - Faiblesse de la demande - Impôts et taxes excessifs - Nécessité des moyens financiers de sauvetage - Rareté des matières premières - Etc.
	En difficulté de fonctionnement	5	
	A l'arrêt complet	8	

Source : établi sur base des informations collectées à la Division provinciale de PME du Kasai-Oriental : en janvier 2013, dans le cadre de la rédaction de mémoire de DEA et en janvier 2023 pour la réalisation de la thèse de doctorat de François Kazadi Nkese

Commentaire :

Au regard du tableau 1 ci-dessus, il y a lieu de constater que le nombre total d'industries (en fonctionnement et en difficulté de fonctionnement) est passé de 33 en janvier 2013 à 17 en janvier 2023, soit une disparition de plus ou moins 48% d'industries. En effet, les raisons du dysfonctionnement et/ou de cessation d'activités des PME/PMI demeurent les mêmes depuis plusieurs années. Visiblement, si l'on ne prend pas des dispositions utiles relatives à l'amélioration de l'écosystème d'affaires de la ville de Mbujimayi, les PME/PMI actuellement en difficulté de fonctionnement ne tarderont pas à disparaître.

2.2. Résultats de l'enquête par questionnaire

Les structures enquêtées sont réparties en trois groupes comme suit :

1) Avis des structures étatiques (quatre) et paraétatiques (deux)

Selon la Division provinciale de l'économie du Kasai-Oriental, l'environnement économique de la ville de Mbuji-Mayi n'est pas favorable à l'émergence des Micros, PME à cause principalement de la chute des activités de la MIBA, qui constituait le poumon économique de la région.

A titre indicatif, a-t-elle complété les informations, la société MIBA versait sur le marché des biens et services plus ou moins 6.000.000 \$us par mois et attirait de ce fait les autres investisseurs. Elle constituait également une consommatrice de la production des autres opérateurs économiques, comme par exemple la Brasimba, etc.

Cependant, outre la chute des activités de la MIBA, les autres facteurs constituant les freins à l'émergence des micros, PME de la ville de Mbuji-Mayi sont : l'insuffisance des infrastructures de base adéquates, l'insuffisance de structures d'accompagnement, la faiblesse des ressources propres, le difficile accès au financement, l'enclavement, l'insuffisance de la desserte en énergie électrique et en eau potable, les difficultés d'approvisionnement, les tracasseries administratives et fiscales, la faible capacité d'innover, la faible culture d'accompagnement, etc.

Pour la Fédération des Entreprises du Congo (FEC) siège de Mbuji-Mayi, la majorité des entrepreneurs de cette ville se caractérisent par l'ignorance, le manque d'esprit d'ouverture et des connaissances sur la procédure de création d'entreprise.

En effet, l'exercice d'une activité économique devrait, selon la FEC, être précédé par les séances de formation et d'information sur les exigences du métier pour éviter que les entrepreneurs restent à penser qu'ils ont seulement des droits et non des devoirs. En outre, les services étatiques profitent de l'ignorance des entrepreneurs pour par exemple imposer plus au lieu de prêcher par l'exemple en éduquant. La capacité d'innover et la culture d'accompagnement des Micros, PME de la ville sont jugées d'un niveau bas.

L'Agence nationale de développement de l'entrepreneuriat congolais (ANADEC) siège de Mbuji-Mayi quant à elle a fait savoir que les Micros, PME exploitant dans cette ville rencontrent beaucoup des difficultés, à cause également de leur capacité intellectuelle insuffisante. Leur capacité d'innover est faible et que leur culture d'accompagnement est moyenne.

En effet, l'information et la formation des entrepreneurs en entrepreneuriat, mais aussi l'insertion de cette discipline dans l'éducation nationale à tous les degrés (primaire, secondaire

et universitaire) est indispensable dans le but d'éradiquer les velléités entrepreneuriales qu'on observe actuellement dans la province du Kasai-Oriental en général et la ville de Mbuji-Mayi en particulier. Une telle dynamique peut changer la donne.

De même, pour la Division provinciale de PME, initier les séances de renforcement des capacités, sensibiliser et vulgariser les textes en matière d'entrepreneuriat, ces actions pourront contribuer à la croissance des Micros, PME de la ville de Mbuji-Mayi dont la capacité d'innover reste faible et que la culture d'accompagnement est moyenne.

Pour le Fonds de promotion de l'industrie (FPI) Kasai-Oriental, dont les interventions visent le financement du secteur industriel et d'innovation, les Micros, PME de la ville de Mbuji-Mayi se caractérisent par :

- Une faible culture de crédit et d'accompagnement, le non-respect des clauses, l'abus de confiance, la faible capacité d'innover, le manque de projet, etc. ;
- En outre, elles ont des mauvaises pratiques de gestion, une faible culture bancaire, elles manquent souvent des garanties à présenter et remboursent souvent le crédit avec beaucoup de difficultés.

Le FPI ne s'érige pas en conseiller ni encore moins en accompagnateur direct, mais travaille en partenariat avec les structures appropriées (comme par exemple l'Agence nationale de développement de l'entrepreneuriat congolais, ANADEC en sigle anciennement Office de promotion de l'entrepreneuriat congolais, OPEC en sigle) ayant signé de contrats avec lui pour garantir l'accompagnement et le suivi des PME et autres organisations ayant bénéficié ou voulant bénéficier le financement.

En effet, l'accès au financement FMI est soumis à la signature d'un contrat d'assistance avec l'Agence nationale de développement de l'entrepreneuriat congolais (ANADEC) appelée à assister le promoteur dans la gestion du projet ainsi que dans sa réalisation. Cependant, cette agence, comme nous l'avons souligné ci-haut, fustige le comportement des Micros, PME de la ville de Mbuji-Mayi qui se caractérisent par la faible capacité d'innover et la culture d'accompagnement moyenne.

La Chambre du commerce et industrie/RDC siège de Mbuji-Mayi a également confirmé la faible culture d'accompagnement et la faible capacité d'innover qui caractérisent les Micros, PME de la ville de Mbuji-Mayi

2) Avis des structures privées non financières (trois) et des cabinets fiduciaires (deux)

Selon la Confédération des PME congolaises (COPEMECO) siège du Kasai-Oriental, de même que pour la Fédération des femmes entrepreneures de la Confédération des PME congolaises

(FECCO), malgré la prédisposition de la population de la ville de Mbuji-Mayi à l'entrepreneuriat, cette attitude est contrariée par plusieurs raisons majeures parmi lesquelles se retrouvent la faible capacité d'innover et la faible culture d'accompagnement.

Pour l'Amicale des Anciens du séminaire pour le développement (AMASD), outre les difficultés liées à l'environnement externe causées par les facteurs tels que l'insuffisance des infrastructures de base et de structures d'accompagnement adéquates, etc. les Micros, PME de la ville de Mbuji-Mayi souffrent également de la faible capacité d'innover et de la faible culture d'accompagnement. Ces avis sont également évoqués par les cabinets fiduciaires Bel Ami et M. Philippe enquêtés à ce sujet.

3) Avis des institutions de financement privées

Selon les institutions financières, notamment les banques commerciales (Raw-Bank, Equity-BCDC et BGFI Bank) et les institutions de microfinance (FINCA et Advans Bank) enquêtées, les Micros, PME de la ville de Mbuji-Mayi se caractérisent souvent par un faible niveau d'éducation financière, une faible culture bancaire et de crédit, les mauvaises pratiques de gestion, le non-respect des engagements, le manque de garantie, l'abus de confiance, la faible capacité d'innover, le manque de projet, l'absence ou la faible culture d'accompagnement, etc. qui constituent des difficultés et les raisons pour lesquelles ces institutions hésitent souvent d'accorder le crédit aux Micros, PME.

Pour la Raw-Bank, les banques fonctionnent sur base de la confiance et de l'évolution des entreprises suivant la politique de crédit établie. A Mbuji-Mayi, les entreprises, quel que soit leur taille, rencontrent toujours des problèmes et ne sont pas très bien accompagnées en éducation financière. Beaucoup sont des PME (surtout les Micros entreprises) qui désorientent l'objet de crédit et cette attitude leur crée d'énormes difficultés. Dans la mentalité de beaucoup d'entrepreneurs de la ville, il y a une conception selon laquelle le crédit bancaire constitue de l'argent fétiche qui vient, une fois qu'on l'obtient, absorber le capital propre des entrepreneurs, ce qui les plonge dans la méfiance.

En effet, pour éradiquer cette mauvaise conception de crédit bancaire et renforcer l'éducation financière des Micros, PME, il est nécessaire, si pas obligatoire, d'organiser des formations accélérées en collaboration avec par exemple la Fédération des entreprises du Congo (FEC). Ces entreprises n'ont pas, dans leur grande majorité, le goût du risque, ce qui conduit certaines à l'abandon ou à l'échec de leurs projets.

La Fédération des entreprises du Congo (FEC) Direction provinciale du Kasai-Oriental semble être plus politique que de jouer véritablement sa mission d'encadrer les PME qui souffrent de

plusieurs maux. Elles ont des difficultés de gestion et de production des états financiers, ce qui oblige les institutions financières à reconstituer ou établir les documents comptables de synthèse de certaines entreprises sur base, par exemple, de leurs registres ou cahiers de ventes, etc.

2.3. Etat de lieu de l'écosystème d'affaires de la ville de Mbujimayi

Les structures enquêtées et citées supra ont également fourni, en plus des avis sur l'accompagnement et l'innovation des Micros, PME, des informations pertinentes caractéristiques de l'environnement d'affaires de la ville de Mbujimayi dont le condensé est donné dans les lignes qui suivent.

En effet, les difficultés majeures auxquelles se heurtent les Micros, PME de la ville sont : les procédures administratives et fiscales lourdes et chères, la faiblesse des fonds propres, l'insuffisance des infrastructures de base (surtout routières et logistiques) adéquates, l'insuffisance de la desserte en énergie électrique et en eau potable, les tracasseries, la corruption, le difficile accès au financement, l'enclavement avec tous ses effets collatéraux (difficultés d'approvisionnement en biens commandés dans les autres territoires du pays, retard dans le processus d'acheminement des biens, coûts de transport élevés), etc.

Les affaires, c'est aussi une question du temps dit-on. La rapidité dans la mobilité des personnes et des biens joue favorablement sur la performance des entreprises en termes de gain de temps, de délai, des coûts, et même de qualité.

CONCLUSION ET PERSPECTIVES

Au regard des résultats d'enquête et d'entretiens semi-directifs présentés dans les points précédents, il y a lieu d'affirmer que l'environnement administratif, fiscal, infrastructurel et économique de la ville de Mbujimayi demeure non adapté, non incitatif et non attrayant pour les investisseurs, et ne favorise pas l'émergence de l'entrepreneuriat local.

En plus, l'implication non efficace ou en d'autres termes, le désintéressement du pouvoir public local dans la résolution des difficultés entrepreneuriales constitue également un frein à l'éclosion de l'entrepreneuriat et par conséquent, au développement socioéconomique du milieu. Mais aussi l'homme, notamment l'entrepreneur lui-même de la ville de Mbujimayi en général, malgré ses prédispositions à l'entrepreneuriat, reste limité, non ambitieux, renfermé, non novateur et sans stratégies efficaces de croissance de ses activités.

Dans un environnement d'affaires caractérisé par cet ensemble des facteurs défavorables, l'accompagnement effectif et efficace des entrepreneurs jouera un rôle central dans l'émergence des entreprises.

Accompagner les Micros, PME avec des solutions efficaces et innovantes accorde plus de chance à leur émergence, surtout dans le contexte de la ville de Mbuji-Mayi. Cet accompagnement peut être assuré par des actions comme : l'appui dans la gestion de l'entreprise, dans le développement de nouveaux produits et services, dans la recherche de financement en informant les PME sur des solutions existantes, etc. pouvons-nous conclure.

REFERENCES

1. **Alain, F.** (2005). *Introduction à l'entrepreneuriat*. Paris : éd. Dunod.
2. **Ali, S. et Nabil, K.** (2010). Repenser l'échec entrepreneurial des petites entreprises émergentes : proposition d'une typologie s'appuyant sur une approche intégrative. *Revue internationale P.M.E. : économie et gestion de la petite et moyenne entreprise*, 23(2), 65–106.
3. **Cathérine, L-J. et Georges, K.** (2017). *La boîte à outils de la création d'entreprise*. Paris : éd. Dunod.
4. **Didier, C. et al.** (2015). La croissance des entreprises : nouvel enjeu pour le management. *Revue internationale P.M.E.*, 28(3-4), 27–36.
5. **Dubard, B. et al.** (2016). Les dérives des systèmes d'accompagnement sur la prise de décision et de risque dans la création d'entreprise : réflexions pour la recherche et pour la pratique. *Revue internationale P.M.E.*, 29(3-4), 193–239.
6. **Éric, G. et al.** (2011). Ce qu'accompagner veut dire-What Coatching Means. *Revue d'intervention sociale et communautaire*, 17(1), 90–111.
7. **Hentic-Giliberto, M. et Berger-Douce, S.** (2017). Rôle de l'accompagnement amont sur la poursuite du projet d'affaires : résultats d'une enquête empirique. *Revue de l'Entrepreneuriat*, 16(2), 27-57.
8. **Jean-Philippe, R. et Sébastien, L.** (2015). *L'entrepreneur face à l'entreprise en difficulté. Guide pratique : prévention, remédiation, soutien et solutions*. Louvain-la-Neuve : éd. De Boeck.
9. **Julien, L.** (2008). Comment améliorer l'accès au financement pour les pme d'Afrique subsaharienne ?. *Afrique contemporaine*, 3(227), 153-174.
10. **Karim, M.** (2021). 7 Performance de l'accompagnement entrepreneurial. Dans : *L'accompagnement entrepreneurial*. Sous la direction de Karim Messeghem. éd. EMS,
11. **Karim, M. et al.** (2013). L'accompagnement entrepreneurial, une industrie en quête de leviers de performance ?. *Management international*, 17(3), 65–71.

12. **Karim, M. et al.** (2020). Les mutations de l'accompagnement entrepreneurial. *Revue française de gestion*, 1(286), 59-67.
13. **Michelle, H-G.** (2017). Rôle de l'accompagnement amont sur la poursuite du projet d'affaires : résultats d'une enquête empirique. *Revue de l'entrepreneuriat*, 16(2), 27-57.
14. **OCDE.** (2017). Libérer le potentiel des jeunes entrepreneurs dans les pays en développement : De la subsistance à la performance, Etudes du Centre de développement. Paris : éd. OCDE.
15. **Pascal, P.** (2017). L'accompagnement de l'entrepreneur en difficulté : questions autour d'un phénomène complexe. *De Boeck Supérieur*, 1(16), 11-29.
16. **Patrick, V.** (2006). L'accompagnement des entrepreneurs durant les périodes de doute. *Revue de l'Entrepreneuriat*, 5(1), 31-57.
17. **Pluchart, J-J.** (2013). Les performances des réseaux d'accompagnement entrepreneurial. *Vie et Sciences de l'entreprise*, 193(1), 93-113.
18. **Pluchart, J-J.** (2014). L'approche par les ressources des réseaux d'accompagnement entrepreneurial. *Recherches en Sciences de Gestion*, 102(3), 47-71.
19. **Pluchart, J-J.** (2019). L'accompagnement des entreprises innovantes par les métiers du chiffre et du droit. *Revue Internationale de Psychosociologie et de Gestion des Comportements Organisationnels*, 25(60), 17-40.
20. **Raphaël, N.** (2018). *Accompagnement des petites entreprises au Cameroun et au Sénégal*. éd. Management et Société (EMS).
21. **Sanaa, H. et Younes, B.** (2020). Chapitre 12. La performance de l'accompagnement entrepreneurial dans le contexte marocain. Dans : *Développement économique et emploi en Afrique francophone - L'entrepreneuriat comme moyen de réalisation*. Sous la direction de Brahim Boudarbat et Ahmadou Aly Mbaye, les Presses de l'Université de Montréal, 267-286.
22. **Schmitt, C. et al.** (2016). L'accompagnement entrepreneurial : Proposition d'une lecture critique. *Revue africaine de management*, 1(1), 1-12.
23. **Sientionhon Amadou, S.** (2018). *Etude des facteurs de succès du processus d'accompagnement entrepreneurial en contexte ivoirien*, Thèse de doctorat en Sciences de gestion, Université Félix Houphouët Boigny, Abidjan (Côte d'Ivoire).
24. **Sylvie, S.** (2003). L'accompagnement de la jeune entreprise. *Revue française de gestion*, 3(144), 153-164.

- 25. Thierry, V. et Alain, F.** (2005). Paradigmes et entrepreneuriat. *Revue de l'Entrepreneuriat*, 4(1), 33-52.
- 26. Tshipinda Kasonga Shambuyi, L. et al.** (2015). De la restauration de la vie socioéconomique dans la ville de Mbuji mayi par l'esprit managérial. *Pistes Africaines*, 5(2).